

En conséquence, la Conférence n'a permis aucune des ententes qui auraient pu être réalisables sur les grandes questions de fond. Même si nombre de pays du Tiers-Monde ont montré une bonne dose de modération, au cours du débat, le Groupe des 77 a maintenu une position tellement rigide que les pays de l'OCDE ont réagi en votant en bloc, phénomène assez rare.

Il est possible que les échecs enregistrés à la CNUCED V et encore plus à l'ONUDI III entraînera le Groupe des 77 à modifier ses tactiques en vue des Négociations mondiales. Les accords récemment conclus à la CNUCED sur le Fonds commun, le transport multimodal et les pratiques commerciales restrictives sont autant de raisons de l'espérer. Je souhaite que ces pays pourront se donner un ensemble de priorités relativement bien définies en ce qui concerne les questions concrètes, et qu'ils aborderont les négociations avec une souplesse réelle. Les pays développés doivent être disposés à répondre concrètement à des propositions positives et à présenter eux-mêmes des propositions, mais cette dernière responsabilité incombe tout particulièrement aux 77. Ce sont eux qui tendent à mener ces conférences, qui introduisent la plupart des résolutions et qui donnent le ton général des débats. C'est dans ce contexte que je voudrais évaluer l'incidence prévisible de trois grands développements survenus dans les quelque 12 derniers mois: l'accroissement d'environ 150 pour cent des prix pétroliers; l'invasion soviétique de l'Afghanistan; et la publication du rapport Brandt.

Le choc pétrolier

Il est important que nous comprenions bien toute la portée du dernier choc pétrolier. On prévoit qu'il entraînera pour les pays de l'OCDE une perte de revenus d'environ \$150 milliards, soit 2 pour cent du produit national brut et ce, à l'avantage de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Qui plus est, les économies de l'OCDE seront, au début de 1981, quelque \$250 milliards en-deça de la croissance prévue. Au total, il s'agit donc d'une perte de \$400 milliards en un an. Mais ce ne sont pas les seuls pays développés qui paieront la note. Le renchérissement du pétrole fera perdre \$30 milliards de revenus aux pays en développement non pétroliers, retranchera quelque \$20 milliards de leurs recettes d'exportation étant donné le ralentissement de la croissance de la zone OCDE, et réduira la valeur des autres activités économiques d'environ \$25 milliards, ce qui représentera une perte globale de \$75 milliards au début de 1981. Nous pouvons également nous faire une idée de l'ampleur relative du choc en considérant ses incidences sur l'aide. Cette année, l'aide devrait totaliser environ \$32 milliards, soit sensiblement le même montant que la perte directe de revenus découlant de l'enchérissement pétrolier. La facture pétrolière globale de \$55 milliards des pays en développement non pétroliers dépassera donc de loin le budget mondial de l'aide. Ces chiffres illustrent les raisons qui nous ont incités au Sommet de Venise à bien faire comprendre que l'Occident ne pourrait cette fois atténuer les effets du choc sur le Tiers-Monde et que l'OPEP devrait s'occuper elle-même de ce problème.

Ce nouveau choc pétrolier se répercutera inévitablement sur le dialogue Nord-Sud. D'abord, il donne beaucoup plus d'urgence à nombre de questions, comme le sort des plus démunis et les problèmes de recyclage du système financier international. Il a montré de façon manifeste la vraie nature de la nouvelle interdépendance Nord-Sud. Il devient politiquement plus difficile pour les gouvernements de l'OCDE de résister